

Le NPA et ses candidats soutiennent toutes les luttes pour les droits sociaux et démocratiques. Nous sommes aux côtés des travailleurs sans papiers en lutte pour leur régularisation. Nous défendons **des mesures d'urgence contre le chômage, la précarité et la misère** :

- Un emploi stable et décent pour tous : interdiction des licenciements, diminution du temps de travail jusqu'à la résorption complète du chômage.
- Un salaire qui permette de vivre : augmentation générale de 300 euros pour tous, pas de salaire inférieur à 1500 euros nets.
- Droit à une retraite complète au plus tard à 60 ans, après 37,5 années maximum de travail, et pas une retraite inférieure à 1500 euros net.
- Un toit, c'est un droit : investissement massif pour le logement social, réquisition des logements vides.

Face aux multiples attaques du gouvernement et du Medef, nous avons besoin de l'unité du monde du travail, pour préparer un mouvement d'ensemble. Même dans le cadre limité des compétences régionales, seule la mobilisation permettra d'imposer nos droits !

Résister, lutter, imposer nos droits

Aider les salariés et leurs luttes, pas le patronat

Comme les autres Régions, l'Île-de-France accorde beaucoup d'aides aux entreprises privées sous prétexte de développement économique et d'emploi, ou de soutien à la recherche. Ces aides incluent des groupes du CAC40 qui pourtant licencient et auxquels le conseil régional n'a jamais demandé le moindre compte.

Le NPA propose de **supprimer les subventions qui ne servent qu'aux capitalistes**, de réserver les aides économiques à des structures telles que les coopératives ouvrières, et de **réaffecter les millions que cela dégagera dans des actions de soutien à ceux et celles qui souffrent de la crise**. Dans ce cadre, nous voulons créer :

- Un fonds de soutien aux travailleurs en lutte, notamment pour les salariés qui font grève contre des plans de licenciements ou de fermeture d'entreprise.
- Un fonds régional d'investissement, pour aider les travailleurs candidats à la reprise autogérée d'entreprises fermées ou démantelées par les capitalistes.
- Un office public régional de conseil aux salariés, à leurs représentants et organisations, pour les accompagner gratuitement dans leurs actions en justice et se porter partie civile, à leurs côtés, chaque fois qu'une décision patronale portera atteinte aux intérêts de la collectivité.

La politique du conseil régional, c'est, pour la seule année 2010 :

- 57 millions d'euros de subventions aux lycées privés, confessionnels et autres, dont plus de 15 millions au-delà des obligations légales.
- 329 millions pour des centres de formation d'apprentis (CFA) essentiellement contrôlés par le patronat, en application de la « grande priorité » en faveur de l'apprentissage fixée par la majorité PS-Verts-PCF-PG.
- La formation professionnelle des adultes (262 millions) en partie livrée en pâture à des officines privées, au détriment de la qualité.

Le NPA propose un changement de cap radical, en commençant par appliquer un principe simple : **l'argent public doit aller exclusivement aux services publics**.

C'est pourquoi nous défendons :

- Arrêt des subventions aux lycées privés, reversement de ces sommes aux lycées publics.
- Priorité aux lycées professionnels (LP) publics sur l'apprentissage.
- Intégration des CFA et de leurs personnels dans le service public.
- Les missions de formation professionnelle doivent être confiées exclusivement à des organismes publics (AFPA, GRETA...).

L'argent public au service public

Tout changer, rien lâcher !

Le PS et ses alliés ont été incapables d'appliquer leurs promesses de 2004 (gratuité pour les chômeurs, tarification plus juste...). Dans le RER, sur la ligne 13 et ailleurs, c'est toujours la galère.

La gratuité des transports collectifs est **à la fois un besoin social et une urgence écologique** : car si on ne diminue pas fortement la circulation automobile, il sera impossible de faire baisser les émissions de gaz carbone qui provoquent le changement climatique. Cette mesure **ne coûterait que 1,5 milliard d'euros par an**, soit 20 % du budget total des transports en Île-de-France (7,5 milliards).

C'est une question de choix politique. Ainsi, l'essentiel pourrait être couvert en portant de 50 % à 100 % le financement patronal du trajet domicile-travail des salariés. Et l'on peut aussi chercher du côté des plus de 30 milliards que Sarkozy et Péresse veulent consacrer à leur « Grand Paris » des financiers et des multinationales...

Evidemment, la gratuité devra aller de pair avec **des mesures fortes pour améliorer le réseau public**, en particulier le désenclavement des quartiers populaires, le doublement des lignes les plus encombrées, la création de nouveaux trajets de banlieue à banlieue, et l'accessibilité totale pour les personnes handicapées.

Transports gratuits : besoin social, urgence écologique !

Les organismes dits de « démocratie participative » créés par le conseil régional n'ont aucun pouvoir de décision. Aujourd'hui, les différentes listes de la majorité sortante ne parlent que de continuer dans la même voie.

A l'opposé de ces faux-semblants démocratiques, le NPA et ses candidats proposent :

- **Que les services publics soient directement contrôlés par les salarié-e-s et la population**. Par exemple, les décisions concernant les lycées d'Île-de-France devraient être soumises à l'approbation d'un conseil de représentants élus des parents, des élèves et des personnels, qui devrait aussi disposer d'un pouvoir de proposition. De même dans les transports et ailleurs : les usagers et les salariés doivent pouvoir prendre les décisions qui les concernent.

- **Que les grands choix d'orientation de la Région soient soumis au vote populaire** à travers des référendums pouvant être convoqués soit par le conseil régional, soit à la demande de 5 % des électeurs franciliens. Dans l'immédiat, des élus NPA au conseil régional proposeront un référendum, précédé d'un large débat, sur le « Grand Paris » de Sarkozy.

Pour une rupture démocratique

Tout changer, rien lâcher !

Non au « Grand Paris » de Sarkozy défendu par la liste UMP de Péresse. Avec son métro automatique « grand huit » reliant aéroports, gares et « pôles d'excellence » économiques et financiers, ce projet favorise les seuls intérêts des affairistes et des actionnaires.

Mais le SDRIF (schéma directeur de la région Ile-de-France) de l'actuelle majorité régionale, comme le projet « Paris-Métropole » lancé par Delanoë, ne rompt pas avec cette logique libérale. L'objectif majeur

Les candidats du NPA sont des salariés, des chômeurs, des femmes, des jeunes, à l'image de la majorité de la population. Ils défendront au conseil régional les mesures de rupture sociale, écologique et démocratique que nous portons dans cette campagne. Ils soutiendront toute mesure pouvant améliorer tant soit peu la vie des classes populaires et s'opposeront aux projets contraires à leurs intérêts.

Des élus qui imposeront la transparence

Des élus NPA feront toute la lumière sur le fonctionnement du conseil régional, sur ses décisions. Ils informeront en

est là aussi la « compétitivité des territoires et des entreprises ».

Avec 19 % de la population, l'Ile-de-France produit 29 % des richesses du pays. Pourtant, la région la plus riche de France compte nombre de quartiers défavorisés, de pauvres et d'exclus. Au-delà d'une élection, c'est bien la lutte pour la répartition

des richesses qui est à l'ordre du jour, et que le NPA et ses candidat-e-s vous proposent de mener ensemble.

détail de ses débats et de leurs enjeux. Ils aideront les salariés et la population à se mobiliser contre toute atteinte à leurs droits.

Des élus pour aider à la convergence des luttes

Des élus NPA seront des participants aux luttes, toutes nos luttes, à nos côtés. Ils aideront à les faire converger,

parce que c'est la condition de leur succès.

Et parce que c'est la mobilisation de tous et toutes qui permettra d'avancer vers une autre société, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, fondée sur la solidarité, un contrôle collectif des richesses.

Partageons les richesses

Des élu-e-s anticapitalistes au conseil régional



Olivier BESANCENOT, tête de liste régionale, en compagnie des têtes de listes départementales :
94 : Bila TRAORÉ, 55 ans, agent administratif territorial; 91 : Francis COUVIDAT, 57 ans, Cadre territorial;
75 : Anne LECLERC, 53 ans, Éducatrice; 77 : Coralie WAWRZYNIAK, 29 ans, Professeur des écoles;
93 : Catherine BILLARD, 42 ans, Enseignante en LP; 78 : Fabienne LAURET, 59 ans, retraitée de l'automobile;
92 : Armelle PERTUS, 34 ans, enseignante 1er degré; 95 : Omar SLAOUTI, 43 ans, Enseignant.



IMPRIMERIE PHOTOGRAPHIE-F93100



Tout changer, rien lâcher !



En Ile-de-France avec la liste conduite par Olivier Besancenot

Les élections régionales vont se tenir alors que les conditions de vie de la population se sont gravement détériorées. Les grands groupes industriels et financiers font payer la crise, dont ils sont responsables, au monde du travail, aux milieux populaires.

Sous prétexte de plans de sauvetage ou de relance, Sarkozy et son gouvernement ont distribué des dizaines de milliards d'euros aux banques et aux industriels, ainsi qu'aux riches à travers les baisses d'impôts. Sans compter les sommes englouties pour mener leur sale guerre en Afghanistan !

Maintenant, au nom des déficits qu'ils ont ainsi créés, ils justifient des dizaines de milliers de suppressions de postes, notamment dans l'éducation, dans la santé, et préparent de nouvelles attaques contre les retraites. Pour tenter de faire diversion, ils sèment le racisme avec le débat empoisonné sur la soi-disant « identité nationale ».

Pour Sarkozy, une victoire électorale validerait sa politique de casse des droits sociaux et démocratiques. Mais cela ne fait pas du parti socialiste un réel opposant à la droite, comme le montrent bien les hésitations et volte-face de Martine Aubry sur les retraites. Il y a six ans, ayant remporté 20 régions sur 22, le PS déclarait qu'il en ferait des « contre-pouvoirs » face à la droite.

Meeting de fin de campagne avec Olivier Besancenot
Mercredi 10 mars 20h
Salle de la Mutualité (Paris)

Mais il a mis en œuvre lui-même, à la tête des conseils régionaux avec ses alliés des Verts, du PCF et du PG, une politique libérale qui subventionne les grandes entreprises et privatise les services publics.

Une autre politique est nécessaire, et elle est possible si l'on remet en cause la logique du marché et la mainmise des groupes financiers et industriels sur l'économie. Pour porter des mesures anticapitalistes, il faut s'attaquer aux intérêts d'une minorité ultra-privilegiée en s'appuyant sur la mobilisation des salarié-e-s et des jeunes.

C'est cette politique que défendra la liste « tout changer, rien lâcher » que je conduis en Ile-de-France, face à la liste UMP de Valérie Péresse, et en toute indépendance du PS de Jean-Paul Huchon. Nous voulons faire entendre une autre voix, d'autres intérêts que ceux des classes privilégiées. Les candidats de nos listes partagent la même vie, les mêmes difficultés que le reste de la population. Ils sont eux-mêmes des salarié-e-s, des jeunes, en butte au chômage, à la précarité, aux bas salaires, à la galère des transports.

Ils défendront dans ces élections, comme au sein des conseils régionaux s'ils y sont élus, des mesures d'urgence sociale, démocratique et écologique qui répondent aux besoins de la très grande majorité de la population et à la survie de la planète. Ils s'efforceront de donner l'écho le plus large possible aux mobilisations et d'aider à leur convergence.

Défendre une gauche de combat, anticapitaliste, ne lâchant rien face à la droite et au Medef, en toute indépendance du parti socialiste, voilà ce que propose le NPA. Tous ensemble pour tout changer !

Olivier Besancenot